



Bulletin de l'association de géographes français

Géographies

93-1 | 2016

Allemagne : vers une territorialité durable ? (1^{re} partie)

Économie sociale de marché ou économie verte de marché ? L'équilibre délicat de la durabilité territoriale allemande

Social or green market economy? The delicate balance of German territorial sustainability

Samuel Depraz



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bagf/769>

DOI : 10.4000/bagf.769

ISSN : 2275-5195

Éditeur

Association AGF

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2016

Pagination : 3-25

ISSN : 0004-5322

Référence électronique

Samuel Depraz, « Économie sociale de marché ou économie verte de marché ? L'équilibre délicat de la durabilité territoriale allemande », *Bulletin de l'association de géographes français* [En ligne], 93-1 | 2016, mis en ligne le 22 janvier 2018, consulté le 31 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/bagf/769> ; DOI : 10.4000/bagf.769

Économie sociale de marché ou économie verte de marché ? L'équilibre délicat de la durabilité territoriale allemande

(SOCIAL OR GREEN MARKET ECONOMY? THE DELICATE BALANCE OF GERMAN TERRITORIAL SUSTAINABILITY)

Samuel DEPRAZ*

Reprendre l'antienne de la durabilité pour introduire l'ensemble de ces deux numéros consacrés à l'Allemagne ne signifie aucunement céder à un effet de mode – par ailleurs quelque peu éculé – autour du paradigme du développement durable. Il s'agit plutôt de tenter de mettre en œuvre une grille de lecture à la fois pratique et connue afin de faciliter l'analyse des territoires allemands : en effet, la durabilité permet de sortir, autant que possible, d'un certain nombre de formatages intellectuels liés aux spécificités de la trajectoire germanique depuis 1989 et devenus, plus d'un quart de siècle plus tard, potentiellement sclérosants. Si les travaux liés à la réunification et aux processus d'adaptation post-socialiste de l'Est de l'Allemagne ont constitué une étape nécessaire pour comprendre l'Allemagne contemporaine, étape qui a produit une série de travaux incontournables sur la question dans l'espace scientifique de la géographie française [Riquet 1996, Lacquement 1996, Dufaux 1996, Gerbaud 1997, Grésillon 2002, Roth 2006], l'objectif sera ici de voir s'il est possible de dépasser la lecture fournie par la transitologie – ou, tout au moins, de l'adapter aux nouvelles transitions auxquelles la nation allemande est désormais confrontée – pour mieux isoler les enjeux scientifiques indépendants de la question Est-Ouest.

La durabilité sera entendue ici, de manière très classique, comme (a) l'idée d'un modèle de développement inscrit dans le temps de la transmission intergénérationnelle et qui s'appuie (b) sur une triple exigence de prospérité économique, de justice sociale et de qualité environnementale, les trois enjeux étant envisagés dans une simultanéité d'interrelations parfois contradictoires. Cette grille de lecture invite donc à questionner les évolutions territoriales

* Maître de conférences à l'Université de Lyon (Jean Moulin - Lyon 3) – Laboratoire Environnement, Ville, Société (UMR 5600) – Courriel : samuel.depraz@univ-lyon3.fr

allemandes selon des entrées thématiques certes globales – économique, environnementale et sociale – mais renouvelées par le contexte international le plus récent.

De fait, dans chacun de ces domaines, de nouvelles figures ont émergé ces dernières années au fil de la recomposition économique et sociale du territoire de l'Allemagne.

Dès lors qu'il est question de performances économiques, il est devenu très courant de considérer l'Allemagne comme un modèle. Le miracle industriel connu depuis l'après-guerre, stabilisant enfin la démocratisation de l'Allemagne fédérale et clôturant progressivement l'exception du *Sonderweg* – la voie particulière prise par l'histoire allemande en Europe – semble ouvrir à une autre exceptionnalité : celle de la sortie de crise allemande après 2008, faite de résistance industrielle, de stabilisation budgétaire et d'un quasi-plein emploi. Bien loin du marasme prolongé de la réunification durant les années quatre-vingt-dix, l'Allemagne serait donc désormais dans une trajectoire globale d'adaptation performante à l'économie mondialisée, en témoigne le pouvoir d'attraction qu'elle exerce sur les migrants et réfugiés. Et c'est là son second visage le plus récent, et le plus frappant : depuis 2013, l'Allemagne est devenue le second pays d'accueil de migrants au monde, derrière les États-Unis, avec plus de 450 000 entrées par an, sans même tenir compte du pic de réfugiés de l'année 2015 (800 000 entrées en tout, première terre de demande d'asile au monde). Près d'un million d'étrangers sont donc entrés en Allemagne en 2015. Un élément essentiel pour contrebalancer les effets d'un bilan naturel désormais structurellement négatif, et qui a même été *facilité* et *voulu* depuis les années 2000 : introduction du droit du sol (2000), assouplissement de l'accès au marché du travail pour les ressortissants de l'Est européen (2011), abaissement des contraintes financières et revalorisation des diplômes étrangers (2013), raccourcissement des délais d'accès au travail et aux allocations pour les réfugiés (2014), instauration de la double nationalité (2014). La société allemande est ainsi devenue résolument cosmopolite et diversifiée, avec 10% d'étrangers sur le territoire national.

Troisième et dernière image dominante, il est aussi d'usage de rappeler l'avance supposée de la conscience environnementale que l'on peut observer en Allemagne, par-rapport à la France en particulier, surtout lorsqu'on considère la politique ambitieuse de promotion des sources d'énergies renouvelables et l'abandon programmé de la filière nucléaire. La politique d'adaptation au changement climatique affiche ainsi l'objectif de 20% de consommation finale d'énergie assurée par des sources d'énergie renouvelables pour 2020, mais l'Allemagne est déjà leader européen quant à la proportion d'énergie issue de sources renouvelables.

Certes, il est tout aussi convenu de nuancer ensuite ces modèles en déplorant le décalage en apparence indépassable qui distingue toujours, malgré tout, les

sociétés de l'Est et de l'Ouest de l'Allemagne. Les Nouveaux Länder¹ restent considérés comme une périphérie intérieure, peu attractive, qui peine à se reconnecter au reste du territoire. Les taux de pauvreté y restent les plus élevés du pays, et le déclin démographique a été très prononcé, avec une réduction de 13,2% de la population depuis la chute du mur, dont environ 10% par le seul solde migratoire [Office Statistique fédéral, 2015]. Ces Länder font encore l'objet d'une catégorisation à part dans les synthèses des offices statistiques régionaux et nationaux, en tant qu'États fédérés de l'Est (*Östliche Bundesländer*), comme si leur identité post-socialiste restait un horizon d'analyse indépassable.

Ce sont ces différentes figures de l'Allemagne que l'on souhaite revisiter à travers ce numéro, afin de relativiser les modèles préconçus dans chaque domaine d'analyse et de faire émerger, autant que faire se peut, de nouveaux schémas explicatifs des évolutions territoriales en cours. Après avoir discuté la pertinence de la pérennisation d'une clef de lecture Est-Ouest, on envisagera donc successivement les trois nouvelles figures dominantes de l'Allemagne : réussite économique, adaptation environnementale et révolution démographique.

1. Contre l'éternelle transition allemande : le temps de la réunification enfin surmonté ?

L'une des constantes de la géographie de l'Allemagne consiste à analyser ce pays au filtre de ses « mutations » socio-économiques [Deshaies 2011, Gougeon 2006] ou de ses « transitions » politiques [Genton 2010]. De fait, sa trajectoire historique prête, plus qu'ailleurs sans doute, à l'analyse de processus évolutifs que de phases de stabilité – quand bien même, en réalité, peu d'espaces peuvent être considérés comme immuables, en particulier au plan socio-économique. Si la « mutation » est un poncif de l'analyse régionale, le terme possède, dans le cas allemand, une consonance particulière : il évoque, tout d'abord, la reconstruction identitaire de l'Après-guerre à partir du traumatisme de la période nazie. C'est, ensuite, la particularité d'un système fédéral récent, appuyé sur une grande hétérogénéité régionale liée à son unification tardive, aux séquelles d'une identité nationale difficile à assumer et au grand degré d'autonomie des Länder. Ainsi, « L'Allemagne en tant qu'État n'est pas un État, elle est, à l'instar d'une entreprise, une dynamique » [Riquet 1996, p. 276]. C'est ensuite le temps de la réunification de 1990, qui a constitué à l'évidence un élément moteur des recompositions économiques et sociales du pays depuis

¹ Nous désignerons dans l'ensemble de ce numéro par *Land* (pluriel : *Länder*) les États fédérés de l'Allemagne, de préférence au terme de région, qui prêterait trop à la comparaison avec la situation française. Les *Länder* allemands bénéficient en effet d'un degré d'autonomie politique et budgétaire très élargi dans le cadre fédéral, chacun ayant son propre système politique et réglementaire. Cela rend la comparaison complexe à l'échelle nationale et internationale et exclut tout rapprochement avec une région française en particulier.

une génération. La *Wende* de 1990 a ainsi lancé le défi de faire converger deux territoires dont les trajectoires socio-économiques ont été divergentes durant quarante années.

Pour autant, si la géographie continue à s'interroger sur les effets du palimpseste territorial qu'est la frontière interallemande, ainsi que sur les différences et les inégalités persistantes entre les deux côtés de l'Allemagne, demeure cette lancinante question : peut-on enfin se déprendre de cette clef de lecture, la mutation post-socialiste est-elle enfin achevée ou bien reste-t-on encore dans un territoire profondément marqué par l'inégalité entre la « Maison Allemagne » [Riquet 1990] de l'Ouest et ses nouveaux Länder, une fusion-acquisition encore mal digérée ? Selon Antoine Laporte, « *la permanence de cette grille de lecture après 25 ans de réunification interroge la temporalité des phénomènes, la durée pendant laquelle des économies 'post-socialistes' restent seulement post-socialistes* ». Ainsi, « *on peut se demander si la question des inégalités régionales en Allemagne n'est pas parfois surinvestie ou surdéterminée par la question de l'ancienne frontière interallemande* » [Laporte 2014]. La société allemande, si elle reste porteuse de l'héritage post-socialiste et même, plus loin, de celui de la seconde Guerre mondiale, est aujourd'hui également traversée toute entière par les dynamiques sélectives de la mondialisation. Elle s'interroge, plus que d'autres peut-être, sur les enjeux du changement climatique et sur l'adaptation de ses modèles sociaux et démographiques. Ces dynamiques transversales méritent de ce fait d'être portées au premier plan, afin de voir s'il est possible de surmonter tout déterminisme du clivage entre Est et Ouest.

De ce point de vue, la prégnance des recherches françaises en géographie sur l'Est de l'Allemagne interroge, et semble trahir l'effet d'opportunité de la réunification sur les programmes scientifiques de la décennie quatre-vingt-dix, voire des années 2000. Aujourd'hui encore, les recherches de la géographie française sur l'Allemagne reflètent ce net tropisme oriental.

Pourtant, les productions de la géographie allemande elle-même sont aujourd'hui bien moins focalisées sur cet enjeu du clivage Est/Ouest. Une rapide analyse bibliométrique a été conduite sur la production universitaire de ces dernières années (1997-2015), telles qu'elles sont enregistrées sur le catalogue de la Bibliothèque nationale allemande [dissonline.de]. Elle montre que le terme de « post-socialisme » n'est plus utilisé, pour autant qu'il l'ait été, afin de désigner la trajectoire des Nouveaux Länder : il a été préférentiellement appliqué à l'Europe orientale, de la Pologne à la Bulgarie. Les termes de « *neue Bundesländer* » ou d'« *östliche Bundesländer* » n'apparaissent quant à eux comme mots-clés que dans 12 thèses de géographie sur 760 soutenues entre 2004 et 2014 (1,5%). D'une manière plus générale, un total plus large de 169 thèses de sciences humaines et sociales – ce qui ne fait toujours que 0,3% de la production de cette période – mentionne cette entrée, toutes disciplines confondues. Dans ce corpus réduit, les thèmes dominants portent sur :

- l'enjeu économique de la croissance et du développement économique de l'Est [Irrek 2015, Sonntag 2014, Kullas 2011, Oberbeckmann 2004] ;
- la question des mobilités pendulaires transfrontalières et de l'émigration de l'Est vers l'Ouest [Siepe 2015, Wolff 2010, Bönisch, 2010, Schultz, 2009, Mai 2004] ;
- la question des villes rétrécissantes, des vides urbains [Sievers 2015, Pfeil 2014, Dissmann 2011, Röbber, 2010, Westphal 2008, Möller 2006, Keller 2005] et des petites villes marginalisées [Hannemann 2004] ;
- les surreprésentations masculines à l'Est, la recomposition des modes d'habiter vue à travers le genre [Lesske 2013, Kröhnert, 2009, Allolio-Näcke 2007, Harth 2006] ;
- les spécificités de la géographie électorale à l'Est [Faas 2010, Jörs 2006, Oepke 2005] ;
- l'image de l'Est ; Heimat, identité et religion [Hillebrand 2014], ainsi que des récits biographiques sur la perception diachronique des territoires est-allemands.

L'épineuse question des transferts financiers et du coût de la réunification reparaît certes périodiquement, comme en témoigne l'écrit détaillé de Nicole Uhde [2007] qui traitait du poids que représentent les programmes de soutien aux Nouveaux Länder sur les budgets publics. Pour rappel, l'Allemagne a investi massivement la question de la réunification avec, en particulier, le programme d'infrastructures de transport *Unité Allemande* (VDE, 1991-en cours) pour 39 milliards d'euros d'investissements, le programme *Aufbau Ost* (1995-2019) relatif au soutien économique et à la rénovation urbaine à l'Est, ainsi que deux Pactes de solidarité (Solidarpakt I, 1995-2004 et Solidarpakt II, 2005-2019) établissant une fiscalité de transfert entre Länder de l'Ouest vers l'Est. L'ensemble de ce dispositif de soutien court jusqu'en 2019, pour un coût direct total estimé à 950 milliards d'euros de transferts [Uhde, op. cit.], et représente un maximum de 2000 milliards d'euros si l'on inclut les surcoûts indirects (prestations sociales, mesures de soutien économique plus répandues à l'est), ou encore environ 4% du PIB allemand chaque année. Ce sont les faibles résultats macro-économiques ou la précarité sociale persistante de l'Est allemand qui ont laissé croire à un investissement sans retour évident. La presse a longtemps appuyé la vision d'un « Mezzogiorno sans Mafia », selon le mot lapidaire de l'ancien chancelier Helmut Schmidt [2005], et a pu expliquer ainsi les réticences et les lenteurs dans le transfert des services fédéraux à Berlin, comme l'analyse Antoine Laporte dans le présent numéro.

Pourtant, la polémique sur le coût de la réunification n'est plus tout à fait de mise, du fait notamment du redécollage économique allemand. Un rattrapage semble enfin à l'œuvre. Ainsi, l'État avec le plus fort taux de chômage est désormais l'État de Brême, tandis que la Thuringe, la Suisse saxonne ou le périurbain du sud-ouest berlinois sont passés sous la Rhénanie du Nord-Westphalie sur ce même plan (figure 1).

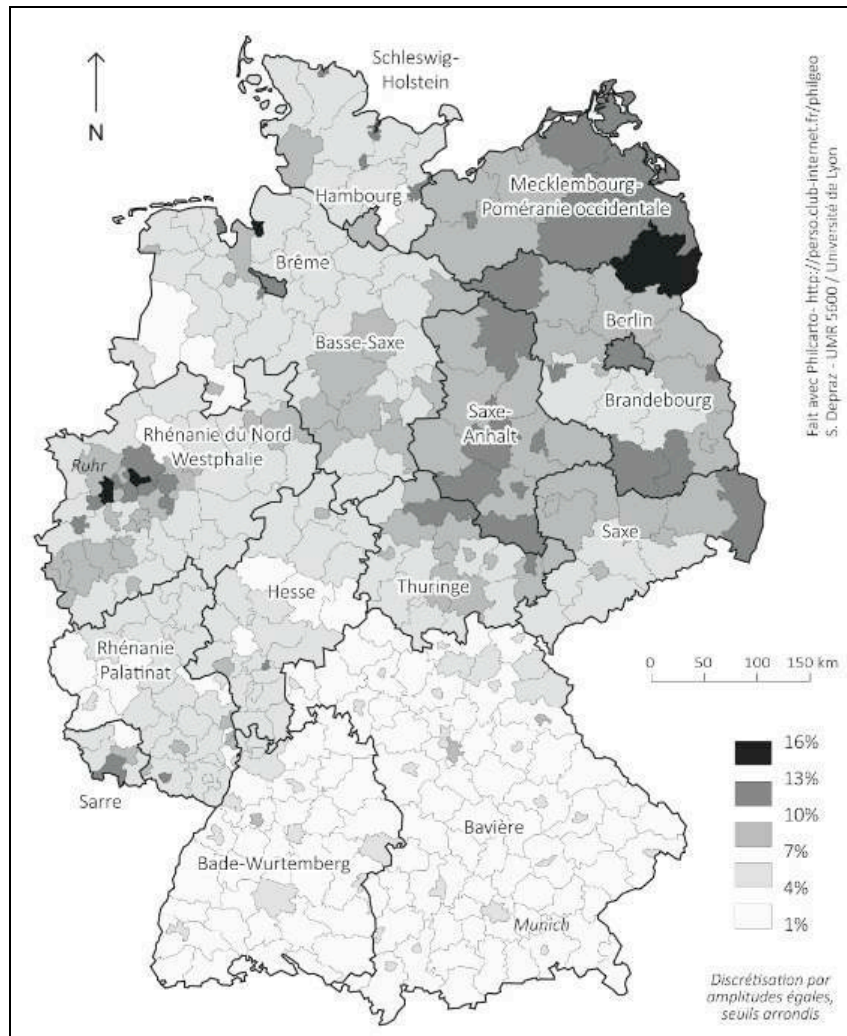


Figure 1 – Carte du taux de chômage par arrondissement (*Kreis*) en Allemagne, août 2015

Source : Bundesagentur für Arbeit, 2015.

Une lecture de la situation du chômage la plus récente fait ressortir le plein emploi du sud allemand (Bavière, Bade-Wurtemberg), auquel s'opposent certes les Länder de l'Est, mais aussi les pôles industriels de la Ruhr, de la Sarre, les campagnes plus atones de Basse-Saxe et les villes portuaires de la Hanse. Le clivage est donc désormais nord-sud plus qu'est-ouest. Même le sud des Länder orientaux (sud de la Thuringe et de la Saxe) est redynamisé en termes d'emploi.

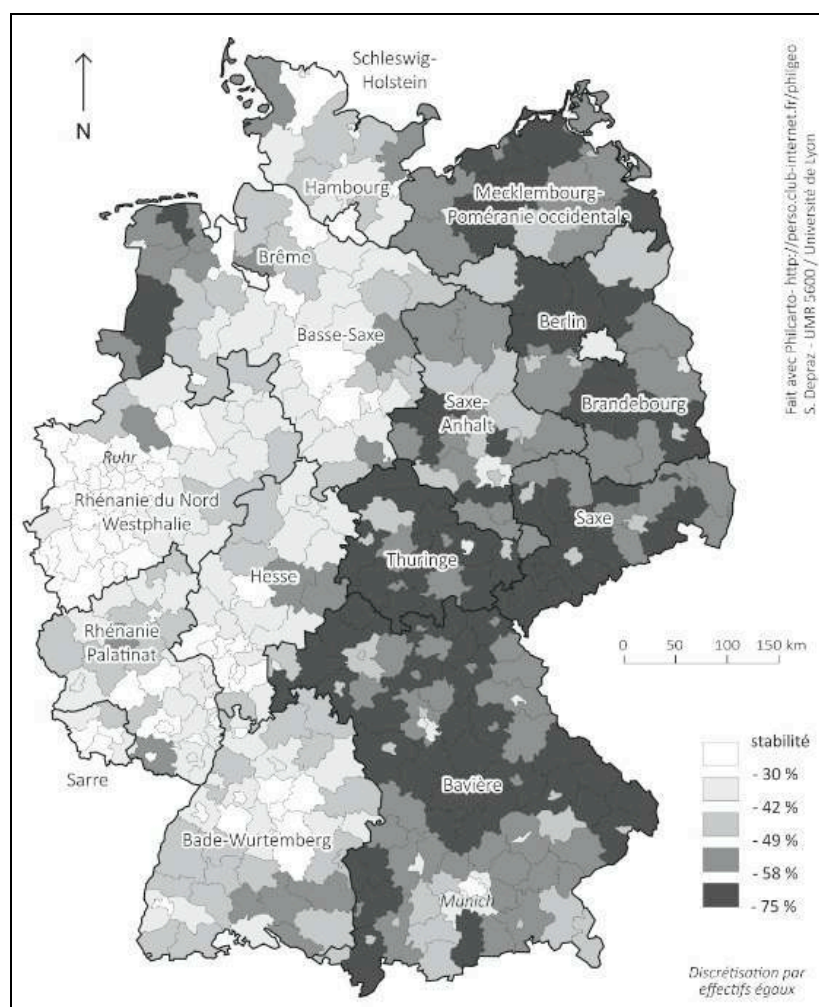


Figure 2 – Carte de la réduction des taux de chômage par arrondissement (*Kreis*) en Allemagne entre décembre 2004 et août 2015

Source : calcul de l'auteur d'après *Bundesagentur für Arbeit*.

L'évolution du chômage en Allemagne est marquée, de manière généralisée, par une forte baisse, comprise entre -30 et -75% selon les arrondissements, témoignage de l'effet de la croissance économique sur les niveaux d'emploi, mais aussi de mesures favorables à la croissance de la main d'œuvre. Les plus fortes réductions du chômage sur les dix dernières années (2005-2015) sont observées en Bavière et dans tous les Länder de l'Est allemand, permettant à ces derniers en particulier un rattrapage avec les niveaux de chômage observés ailleurs dans le pays. Une quasi-stabilité des taux est en effet observée en Rhénanie, en Hesse ou en Basse-Saxe.

Plus encore, les évolutions les plus positives sont le fait de l'Est, par exemple en termes de réduction du chômage avec - 60% sur dix ans contre - 35% à l'Ouest (figure 2). Il en va de même de la réduction de la pauvreté infantile (-10 à -15% à l'Est, contre - 4% à l'Ouest entre 2007 et 2013) [Groos 2014]. La Ruhr est désormais en passe de devenir le territoire le plus marqué par la pauvreté en Allemagne, avec Brême.

Le temps a également fait son œuvre : le fameux « mur dans les têtes » est en relatif effacement, du fait de la succession générationnelle en cours ; les termes « Ossies et Wessies » n'ont plus vraiment la même acuité qu'il y a encore dix ans. Le renversement démographique au profit de l'Est est rare, mais il existe, comme le prouve la contribution de Christophe Quéva au présent numéro : au-delà du marketing territorial, des trajectoires de retour d'anciens migrants post-1990 vers l'Est s'observent.

Ainsi, le contraste territorial allemand est désormais *Nord-Sud*, plus qu'Est-Ouest. Ce sont les vieilles cités portuaires comme Brême ou la Ruhr et la Sarre minière qui font les frais de l'évolution économique en cours. Tout se passe comme si la période de transition post-socialiste avait constitué avant tout un rattrapage des écarts structurels de l'économie est-allemande, accompagnée certes d'une profonde déprise démographique, mais désormais mise à niveau. Le temps d'une génération ne semble pas non plus exagéré pour absorber l'ampleur du changement induit par la réunification. Ainsi, le temps 'zéro' pour l'analyse macro-économique doit-il être repensé. Plutôt que 1989, périodisation qui inclut inévitablement la récession transformationnelle profonde qui s'en est suivie, ce sont désormais les années de crise de 2008-2009 qui vont permettre d'estimer la capacité d'adaptation de l'est allemand et ses potentialités nouvelles. C'est depuis lors que les transformations peuvent surprendre, notamment au vu des résultats du « modèle allemand ».

2. Le modèle économique allemand, performances visibles et handicaps implicites

L'Allemagne n'est plus l'homme malade de l'Europe, comme cela fut hâtivement dit à la fin du siècle dernier. Le décollage s'est fait sentir au début du 21^e siècle, lorsque les exportations allemandes ont permis au pays de dégager ce qui fut le premier excédent commercial au monde jusqu'en 2008 : 153 milliards d'euros en 2010 [Deshaies 2011], presque 200 milliards en 2013. Pour rappel, le déficit commercial de la France se situe entre -50 et -70 milliards d'euros depuis 2002. L'excédent commercial allemand est particulièrement lié aux produits manufacturés, et permet de compenser une facture énergétique à la hausse avec la Russie pour les importations d'hydrocarbures. L'Allemagne exporte même vers la Chine son matériel mécanique de précision. Dans l'absolu, alors que la contraction de la valeur ajoutée industrielle est prononcée en Europe, et notamment en France, seule

l'Allemagne voit cette part augmenter depuis le début du siècle. Ainsi, en 2000, la part de la valeur ajoutée du secteur industriel (construction incluse) s'élevait encore à 28,1% du PIB en France, contre 30,8% en Allemagne. Les deux États ont connu un même creux en 2009, avec respectivement 24,4% et 27,7% du PIB, mais le décrochage français a été net ensuite lorsque l'Allemagne s'est rétablie, avec respectivement 23,7% contre 30,7% de contribution de l'industrie au PIB en 2014 (Figure 3).

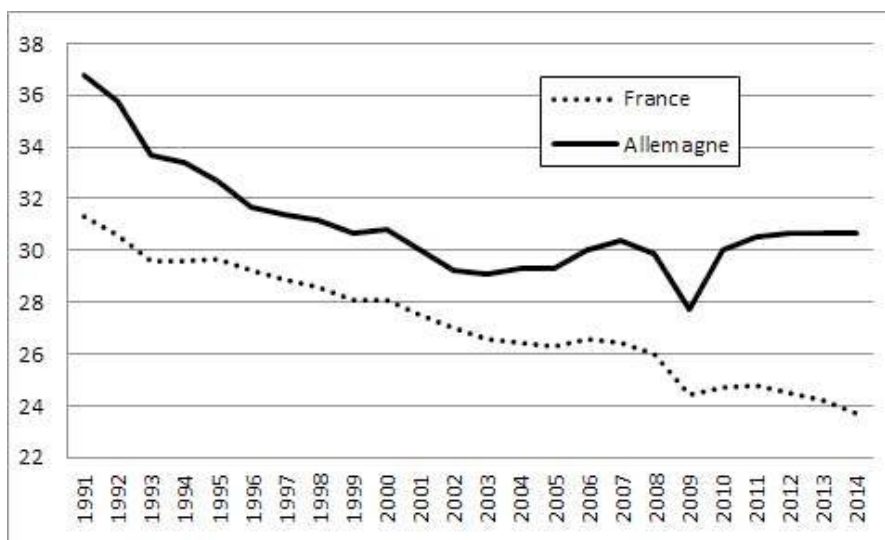


Figure 3 – Comparaison de l'évolution de la contribution du secteur industriel (exprimée en %) dans le PIB en France et en Allemagne

Source : Banque mondiale, 2015 – divisions 10 à 45 de la CITI.

Les explications apportées à cette exception allemande sont multiples. On évoque avant tout la structure de l'appareil de production industriel, appuyé à 99% sur des PMI-PME [Bourgeois 2007], spécialisées dans le moyen-haut de gamme. Ces unités réduites, mais compétitives et adaptables, restent encore peu exposées à la concurrence du fait de leur haute qualité de produits. La faible centralisation économique est parfois également citée, avec une gestion polycentrique des ressources, une émulation territoriale et des complémentarités facilitées entre sites proches. Isabelle Bourgeois souligne l'« *autonomie des Länder, garante d'une concurrence régulée des intérêts régionaux au sein d'un fédéralisme coopératif* » [Bourgeois, op. cit.]. De même, la modération sociale et la culture du consensus au sein des entreprises aurait aidé à maintenir un coût de la main d'œuvre désormais 10% moins élevé qu'en France [Bost 2014]. Enfin, la structure en moyennes entreprises à forte assise

locale aurait aussi aidé à privilégier l'embauche d'un surplus de main d'œuvre par rapport à la seule quête de productivité, les sociétés étant stimulées dans leur recrutement de main d'œuvre par les mesures sociales de lutte contre le chômage après 2003 [Daussin-Bénichou & Sala 2013]. Le résultat a conduit à un taux de chômage structurellement à la baisse, tombé à 5% de la population active contre 10,3% en France (figure 4).

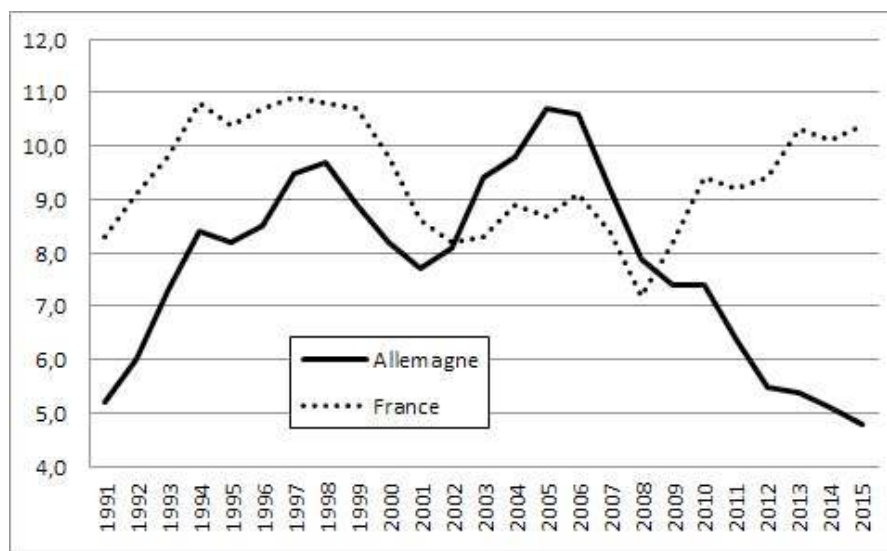


Figure 4 – Comparaison de l'évolution des taux de chômage (exprimés en %) en France et en Allemagne

Source : Eurostat, 2015 (normes OIT, données harmonisées).

Enfin, la politique de rigueur budgétaire menée par le gouvernement Merkel depuis 2005 a visé à la suppression du déficit public, effective depuis 2013 (+0,1%), alors que la France reste à -4,1%. Certes, cela s'est fait au prix de l'endettement du pays, qui se maintient légèrement à la hausse à 74% du PIB mais ce résultat reste inférieur à la moyenne de l'UE, qui est de 86,6% du PIB, et même de 95% en France (Eurostat, données janvier 2015).

Certains pôles émergent plus particulièrement et font office de vitrines de l'ultra-prospérité : Francfort, devenue pôle financier d'ampleur mondiale, surnommée la « Mainhattan » par son rayonnement international et son architecture verticale (figure 5). Munich, pôle de nombreux sièges sociaux industriels, dans l'industrie mécanique et automobile, ainsi que pour les firmes de l'électronique, informatique, technologies de l'information. Les deux villes animeraient même un effet « Sun Belt » [Lacquement 2011], avec des prix au mètre carré dans les deux cas parmi les plus chers d'Europe, dans un marché de

l'immobilier orienté encore nettement à la hausse en 2014 (+4%) : il y a donc forte métropolisation et internationalisation de ces deux métropoles et de leurs régions mitoyennes, de la Bavière à la Hesse en passant par le Bade-Wurtemberg. Berlin et Hambourg, étudiées dans le présent numéro, témoignent en miroir des écarts à ce processus.



Figure 5 – Les rives du Main à Francfort
Cliché S. Depraz, 2013.

Quelles seraient donc les faiblesses implicites d'un modèle en apparence irréprochable ? La flexibilité accrue du marché du travail est tout particulièrement questionnée. L'adaptation à la concurrence mondiale et l'absorption des conséquences de la réunification ont affaibli les bases de l'économie sociale de marché chère à Ludwig Erhard [1957]. La représentation syndicale s'érode en Allemagne, accentuée par la crise monétaire de 2008, et ne limite plus les effets de dumping social dans les entreprises, conduisant à des mouvements sociaux plus fréquents dans différents secteurs d'activité, dont les transports et l'industrie lourde notamment.

Mais, plus encore, s'il y a bien reprise économique depuis 2009 avec un chômage tombé à 6,7% de la population active, l'Allemagne voit s'affirmer une couche économique inférieure, l'*Unterschicht*, composée de travailleurs à temps partiel (8,4% de la population active) et de travailleurs pauvres, dont on lie l'apparition à l'Agenda 2010 du chancelier Schröder. Les mesures dites « Harz IV » (Arbeitslosengeld II, 2003-2005), décryptées dans la contribution d'Hélène Roth au numéro de juin, ont été les plus décriées, puisqu'elles

impliquaient la baisse des prestations chômage et les contraintes à l'emploi exercées sur les chômeurs de longue durée. A tout le moins, la pauvreté aurait ainsi doublé entre 2000 et 2007, soit *avant* la crise de 2008, pour concerner au moins 15% de la population [Paritätischen Wohlfahrtsverbandes 2014] voire 20% de la population selon l'Office statistique fédéral (2015)². Jusqu'en 2014 et l'adoption d'un premier salaire minimum, environ 1,4 millions de travailleurs étaient encore payés moins de 5€ de l'heure en Allemagne. Les populations de migrants – 8 millions d'arrivants depuis les années soixante – sont désormais les principales populations pauvres, avec les chômeurs ou les femmes seules avec enfants. Les politiques de la ville en Allemagne, dont le programme *Soziale Stadt* dont traite l'article d'Elise Roche (à paraître dans le numéro de juin), doivent ainsi prendre en compte cette nouvelle dimension ethnique voire communautaire.

A l'autre extrême, les inégalités s'accroissent avec un écart maximal en Europe entre les plus riches et le reste de la population : en 2012 les 1% de ménages les plus riches possédaient entre 31 et 34% de la richesse allemande, selon l'Institut allemand de recherche en économie (DIW). Le modèle allemand, ainsi, s'expliquerait en partie aussi par une économie plus ségrégative. La croissance, bien réelle, est moins partagée.

3. L'enjeu démographique, un talon d'Achille à long terme ?

Si le malthusianisme constaté permet de générer une prospérité artificielle, puisque la croissance économique, en termes de PIB par habitant, reste supérieure à la croissance démographique, les effets à plus long terme de cette tendance inquiètent outre-Rhin. L'amélioration du chômage, par exemple, ne s'explique même pas par une contraction de la population active, mais par une hausse des créations d'emploi à faible revenu [Daussin-Bénichou & Sala 2013], avec en réalité un essor des travailleurs âgés et du travail à temps partiel.

La démographie allemande en déclin reste un enjeu de société à plus long terme : elle implique en effet à la fois la gestion du vieillissement, des retraites, et la gestion des espaces en déprise démographique, les recompositions territoriales n'étant pas compensées par le croît naturel ni par l'immigration dans les régions les plus périphériques du territoire.

La tendance est ancienne, et fut constatée dès 1972 à l'Ouest. Elle a été précipitée à l'Est après la chute du Mur et la suppression des régimes publics de soutien à la petite enfance, auparavant très couvrants. L'indice conjoncturel de fécondité allemand est désormais stabilisé autour de 1,3 à 1,4 enfants par femme, ce qui reste largement inférieur au seuil statistique de renouvellement

² D'après les données standardisées de l'enquête EU-SILC (European Union Statistics on Income and Living Conditions) lancée en 2013 en Europe et qui s'appuie sur trois critères de précarité financière, à 60% du revenu médian pondéré par les membres du ménage, de privation matérielle (liste de biens d'équipement de base) et de faiblesse de l'accès à l'emploi (moins de 20% d'emploi sur l'année).

des générations (2,05). C'est aussi une exception parmi les pays les plus développés d'Europe.

Seul l'apport migratoire permet de contrer cette tendance. Or cette variable suit étroitement la conjoncture économique, si bien que le solde migratoire, avec un creux marqué entre 2005 et 2010, n'a pas suffi à compenser les pertes depuis lors. Il a même été négatif en 2009, au plus fort de la crise. Le pays pourrait ainsi perdre 2 millions d'habitants d'ici 2020, 5 millions d'ici 2030 et se stabiliser autour de 70 millions d'habitants en 2050 – soit un déclin absolu de 15% en un demi-siècle. Peut-être l'afflux récent de migrants pourra-t-il infléchir la tendance ? On remarque en effet une brusque reprise depuis quelques années [Laporte 2014], mais il faut que la tendance se pérennise.

Des mesures natalistes ambitieuses ont été adoptées depuis 2007 en insistant sur trois points : le financement de congés parentaux sur 14 mois à 60% du salaire, sur le modèle suédois ; la revalorisation des allocations familiales entre 188 et 219€ par enfant, sur le modèle français ; et le développement des places en crèche, resté notoirement bas en Europe puisque seuls 4% des enfants de zéro à trois ans sont accueillis en crèche et seulement 74% des trois à six ans en jardins d'enfant, l'équivalent des écoles maternelles françaises. Cependant le poids du conservatisme social et du modèle de la mère au foyer reste difficile à inverser. Si le taux d'activité des femmes est de 66% en Allemagne, ce qui reste très élevé en Europe, c'est souvent au détriment d'une vie familiale. Le nombre de places en crèche reste très réduit et le mode d'organisation de l'enseignement primaire, assuré uniquement en matinée et sans cantine scolaire, pénalise financièrement ou professionnellement les ménages. Le taux d'emploi des mères avec enfant tombe ainsi à 10%, le temps partiel des femmes est généralisé. Au total, Le taux d'infécondité définitive en Allemagne reste le plus élevé d'Europe et concerne déjà 20% des femmes ; la nulliparité 30% d'entre elles.

L'autre aspect de la question démographique porte sur les recompositions spatiales du peuplement. L'effondrement de la natalité à l'Est s'est accompagné, on l'a vu, d'un départ massif de population, entraînant un phénomène visible d'abandon de bâtiments, voire de quartiers entiers – notamment des *Plattenbau*, ces grands ensembles fortement standardisés construits par le socialisme pour accompagner le développement urbain et industriel à l'Est. La question des « villes rétrécissantes » fait donc partie du débat démographique, puisqu'on trouve en Allemagne des chiffres particulièrement élevés pour ce phénomène [Roth 2011, Florentin et al. 2009]. Entre 1989 et 2010, Chemnitz est ainsi passée de 311 000 à 243 000 habitants. Rostock et Cottbus ont perdu de 20 à 25% de leur population. C'est plus vrai encore pour les petites et moyennes villes, qui restent à l'écart de la recomposition métropolitaine de l'économie. Hoyerswerda, ville de Lusace particulièrement frappée par le déclin de l'industrie extractive de lignite, est partie de 69 000 habitants en 1988. Elle n'en compte plus que 36 000 en 2011,

et ne prévoit plus que 25 à 27 000 habitants en 2025. La tendance, cependant, n'est pas propre à l'Est : c'est une tendance également vraie en Frise orientale, dans la Ruhr anciennement industrielle ou en Sarre.

L'enjeu du vieillissement et de l'abandon des infrastructures urbaines pose de nombreuses questions : celle des coûts de l'entretien, et celle du coût du maintien des services à la population, dans un souci d'équité territoriale. On compterait ainsi en Allemagne un million de logements vides, dont 13% du parc immobilier de l'Est. Cette interrogation a suscité en particulier le programme *Stadtumbau Ost* (2002-2009), étudié dans le prochain numéro par Daniel Florentin. La démolition et la restructuration des quartiers concernés a permis, à tout le moins, d'imaginer des concepts de villes alternatives, comme à Silberhöhe, quartier de Halle où l'on veut transformer les vides en forêt urbaine (la *Waldstadt*) [de Gasperin 2009, *id.* in Roth 2011]. A l'Ouest s'est développé en réponse le programme *Stadtumbau West*, pour 16 villes-pilotes, puis aujourd'hui 300 programmes en cours.

De même, comment rendre leur attractivité aux campagnes allemandes ? Il s'agit d'un véritable enjeu, puisque l'Allemagne est l'un des rares territoires d'Europe occidentale dans lequel le rural reste un espace majoritairement en déclin, sans « renaissance rurale » ni « exode urbain » marqué. Guillaume Lacquement, dans sa contribution à paraître en juin, étudie de plus près cette tendance dans les Länder orientaux, même si la problématique peut se retrouver, en d'autres termes, en Frise orientale, dans le Palatinat ou même dans les confins nord-est de la Franconie bavaroise.

4. Transition énergétique, les faux semblants des choix allemands

Si les campagnes se dépeuplent, elles peuvent cependant jouer d'un nouvel atout dans le cadre du développement de la politique énergétique allemande en faveur des énergies renouvelables par le développement de parcs éoliens, de fermes solaires voire la production de biogaz. Ce tournant énergétique, très volontariste, semble en effet être la vitrine de la conscience environnementale allemande et s'affiche très ostensiblement dans les paysages. Les linéaires autoroutiers sont couverts de panneaux solaires, tout comme les toits des maisons. Les parcs éoliens sont devenus omniprésents dans les grandes plaines du nord du pays, et les fermes d'élevage, en Frise ou en Rhénanie, ont été fortement soutenues dans leur équipement de méthanisation (figures 6 et 7).

Le choix de sortie du nucléaire d'ici à 2020, décidé en 2002, est en réalité l'aboutissement d'une politique entamée dès les années quatre-vingt-dix de diversification du mix énergétique et de promotion des sources domestiques d'énergie renouvelables. Cette politique est présentée par Helge Conrad, Gerald Staacke et Michel Deshaies dans le présent numéro ; on en trouvera également une analyse détaillée dans les écrits de Michel Deshaies [2015a et b].

Pour en introduire ici les principaux aspects, rappelons que l'Allemagne a porté dès 2010 le renouvelable à 10% de la consommation finale en énergie – elle-même stabilisée – et à plus de 20% de la production électrique. L'objectif affiché est de 38,6% et 19,6% respectivement en 2020. L'éolien représente dès aujourd'hui la première capacité de production électrique installée en Allemagne, et constitue la 2^e source d'électricité effectivement produite derrière le thermique³. Au reste, les nouvelles énergies constituent un secteur réellement porteur, avec 381 600 emplois recensés en 2011 contre 99 200 en France [OFAEnR 2013]. L'Allemagne capte 12% du marché mondial de l'équipement éolien, malgré la concurrence chinoise et danoise, avec quelques sociétés leaders comme Nordex ou Vestas. Ce choix politique s'accompagne, au plan réglementaire, d'une réduction des délais réglementaires de mise en œuvre avec des mesures de facilitation pour les petites implantations, de fortes subventions et une priorisation dans la vente de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables.



Figure 6 – Unité de méthanisation dans une ferme de Basse-Saxe
Cliché : S. Depraz, 2014.

³ Une éolienne présente en effet une moindre efficacité énergétique qu'une centrale à combustion puisqu'elle présente un taux de charge limité, au mieux, à 40% de sa puissance nominale en raison de la variabilité de la force du vent.



Figure 7 – Centrale solaire photovoltaïque le long de l’A7 en Bavière
Cliché : S. Depraz, 2013.

Cependant, ce volontarisme masque une option non-négociable : le maintien de l’exploitation du lignite dans les principaux sites d’extraction (Thuringe, Lusace et Rhénanie), tout au moins dans une périodisation permettant d’assurer la transition énergétique vers les sources d’énergie renouvelable. Périodisation longue, puisque l’exploitation du lignite reste d’ores et déjà planifiée jusqu’en 2044 au moins dans la plaine du Rhin pour alimenter les principales centrales thermiques de la région.

Le lignite, c’est en effet un pan stratégique de la – très relative – indépendance énergétique allemande, qui doit toujours importer son pétrole et son gaz pour les carburants automobiles, l’industrie pétrochimique et l’électricité. Certes, l’Allemagne sécurise dans le même temps la fourniture stratégique en gaz naturel par l’ouverture du gazoduc Northstream en 2012, sous capitaux germano-russes ; mais l’emploi d’une ressource nationale lui permet de limiter les effets de la hausse à long terme du prix des combustibles fossiles et du poids de ce poste de dépenses dans sa balance commerciale.

L’Allemagne est ainsi le premier producteur mondial d’électricité à partir de lignite, lequel représente 25% de la production électrique allemande, soit la première source nationale d’énergie (figure 8). Le renouvelable, même en forte hausse, n’a donc pas encore compensé ni la fourniture en électricité par le nucléaire, ni encore moins celle issue du lignite et, par ailleurs, du gaz et du charbon.

Or l’emploi même du lignite va à l’encontre de l’image militante que se donne l’Allemagne en matière d’énergie renouvelable. Cela ravive les souvenirs de la pollution de l’air et des pluies acides générées par les centrales

thermiques en Allemagne orientale, durant les années quatre-vingts. Le lignite est, en effet, un charbon à faible pouvoir calorifique chargé en sulfure et qui émet du dioxyde de soufre lors de sa combustion, principal facteur de pluies acides.

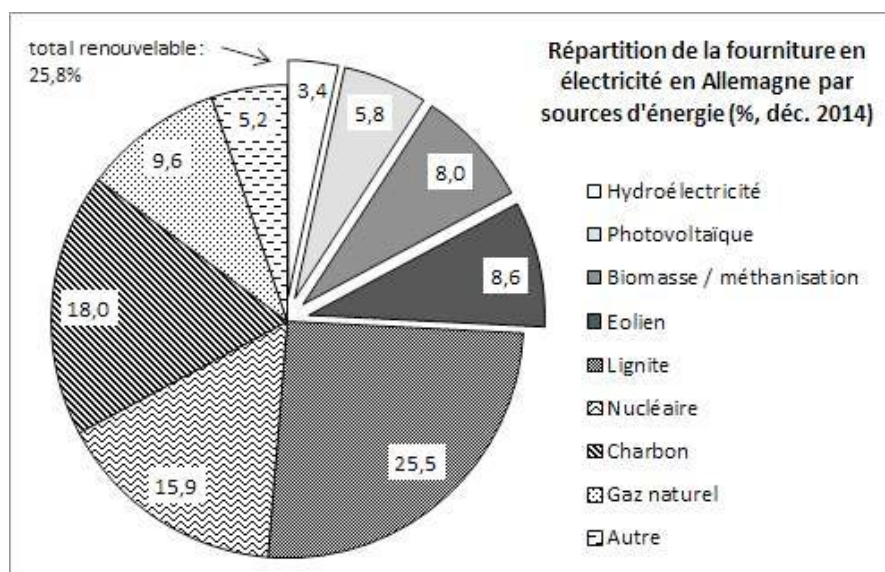


Figure 8 – Le mix électrique allemand en 2014

Source : Agence pour les énergies renouvelables (AEE), 2015 / données BDEW, décembre 2014.

S'il y a eu une réelle réduction récente des émissions de dioxyde grâce à la fermeture, à l'Est, des centrales les plus obsolètes et à des techniques de désulfuration des fumées, l'Allemagne reste par contre toujours le premier émetteur européen en gaz à effet de serre. Elle a même vu ses émissions repartir à la hausse depuis 2011, depuis que le lignite a servi à compenser la réduction subite du nucléaire lorsque l'Allemagne, suite à l'accident nucléaire de Fukushima, a décidé de mettre immédiatement quatre de ses plus anciennes centrales à l'arrêt. L'Allemagne émet désormais 11,3 tonnes équivalent-CO₂ par habitant et par an, soit 931 millions de tonnes et presque le double de la France [Agence environnementale européenne 2014].



Figure 9 – Extraction à ciel ouvert de lignite à Hambach (Rhénanie du Nord)
Cliché S. Depraz, 2008.

Le lignite reste, enfin, la cause de profonds bouleversements paysagers et environnementaux par l'excavation à ciel ouvert de terrains sur 300 mètres de profondeur (figure 9), avec une politique de déplacement des activités de surface et de l'habitat. En Rhénanie, sur 170 000 ha en tout, 45 000 personnes ont été concernées par les expulsions. En Lusace, le déclin culturel de la minorité Sorabe, de langue slave, a été précipité par la disparition des villages et la dispersion des relogements. La planification des déplacements est toutefois très anticipée, avec de très fortes cautions environnementales pour les paysages de « succession minière » : renaturation des sites, restauration des continuités écologiques, diversité paysagère accrue. Plus encore, les entreprises énergétiques renforcent aujourd'hui leur discours sur la durabilité. Elles défendent l'amélioration de l'efficacité des centrales, qui fonctionnent par poudre pulsée ; elles promeuvent le développement de l'éolien sur les sites d'extraction et mènent des recherches sur la séquestration du carbone, dans une logique de compensation. Cependant, la contestation de ce modèle de production, dans le contexte de la transition énergétique et des exigences environnementales contemporaines, est à la hausse.

Le modèle du lignite est-il pour autant durable ? La transition énergétique en cours a été brutale pour les géants énergétiques du secteur fossile allemand. Les subventions publiques accordées au renouvelable ont saturé le marché de l'électricité, avec une baisse de 53% des prix du kW/h en Allemagne en 6 ans et même des cours de l'électricité ponctuellement négatifs sur le marché « spot » à la bourse spécialisée EEX de Leipzig (-500 euros le kW/h en octobre 2014). Or priorité est donnée à la vente du renouvelable – donc les sources classiques

sont pénalisées, sachant que les centrales classiques ne peuvent tamponner leur production de manière instantanée pour s'adapter à la variabilité du renouvelable, contrairement à une centrale hydroélectrique par exemple.

Ainsi, le géant énergétique d'Essen, RWE, est en situation délicate : entre les impacts environnementaux de l'extraction du charbon et l'obsolescence des centrales thermiques, le déclin des champs gaziers de Mer du Nord qu'elle exploite et les prix à la baisse de l'électricité, l'entreprise de 70 000 salariés affiche des pertes de 2 milliards d'euros en 2014, et a dû pratiquer le gel des salaires, tout en réduisant de 10% des emplois. Les concurrents E.ON et EnBW connaissent des difficultés assez similaires. La solution envisagée par RWE est alors une diversification de son activité vers la distribution de l'eau et le renouvelable, essentiellement sur le marché britannique.

Conclusion : quelle durabilité territoriale ?

Les mutations actuellement observées en Allemagne sont nombreuses : prospérité économique, transition énergétique et choc démographique sont, en quelque sorte, les trois nouveaux piliers du développement territorial en cours. Dans tous les cas, cette mutation est désormais moins celle de l'adaptation consécutive à la réunification que celle de l'intégration toujours plus poussée de l'Allemagne dans les dynamiques mondialisées. Il semble enfin qu'une logique de rattrapage soit à l'œuvre dans des Länder de l'Est affectés par vingt-cinq années de transition post-socialiste.

Le mode de développement de la quatrième puissance mondiale est-il pour autant, dans toutes ses dimensions, durable ? Si, à l'évidence, le modèle économique choisi semble solide pour assurer une prospérité d'ensemble au pays, l'adaptation demeure plus brutale au plan social si l'on considère l'accroissement des disparités, l'érosion de la concertation salariale et le défi de l'intégration des migrants. Une certaine image du capitalisme rhénan est en voie de disparition ; tout se passe comme si l'entrepreneuriat familial et sa gestion partenariale de la main d'œuvre cédait aux logiques plus ségrégatives de la compétition internationale.

La vertu se tourne désormais du côté de l'environnement, avec un volontarisme réel en matière de politique énergétique et des résultats tangibles dans le secteur émergent du renouvelable. Certes, l'épine au pied que constitue le maintien des énergies fossiles pour encore quelques décennies tempère durablement le bilan carbone du pays, mais les paysages convertis aux énergies nouvelles rappellent au quotidien la conscience collective des enjeux climatiques en Allemagne. Peut-on aller jusqu'à considérer que l'« économie sociale de marché » si caractéristique de l'Allemagne se mue progressivement en « économie verte de marché », troquant la modération sociale contre les solidarités écologiques ? A tout le moins la durabilité du modèle allemand ne pourra-t-elle se faire qu'en intégrant les deux paramètres à la fois, dans une

solidarité active avec les nouvelles marges territoriales de l'Est comme de l'Ouest.

Références bibliographiques

- ALLOLIO-NÄCKE, L. (2007) – *Ostdeutsche Frauen haben (k)eine Chance : doing identity 15 Jahre nach der deutsch-deutschen Vereinigung*, Hamburg, Kovács, 354 p.
- OFAEnR (Office franco-allemand pour les énergies renouvelables, ex-bureau de coordination des énergies renouvelables) (2013) – *Erneuerbare Energien in Deutschland und Frankreich. Markt- und Branchenentwicklung*, présentation en ligne : <http://enr-ee.com/fr/manifestations/lecteur/colloque-de-la-saarlb-energies-renouvelables-tendances-et-financement-164.html>, consulté le 15 décembre 2015.
- BÖNISCH, P. & SCHNEIDER, L. (2010) – *Why are East Germans not More Mobile? : Analyzing the Impact of Social Ties on Regional Migration*, Halle (Saale) : Institut für Wirtschaftsforschung Halle, 25 p. [en ligne] : http://www.diw.de/documents/publikationen/73/diw_01.c.363880.de/diw_sp0334.pdf, consulté le 3 février 2016
- BOURGEOIS, I. (dir.) (2007) – *Allemagne : compétitivité et dynamiques territoriales*, Cergy-Pontoise, CIRAC.
- DAUSSIN-BENICHOU, J.-M. & SALA, M. (2013) – « Pourquoi le chômage a-t-il continué de baisser en Allemagne après 2007 ? », INSEE, Note de conjoncture, mars 2013, p. 23 - 45, [en ligne] : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/mars2013_d1pdf.pdf, consulté le 11 septembre 2015.
- DESHAIES, M. (2011) – *Atlas de l'Allemagne, les contrastes d'une puissance en mutation*, Paris, Autrement, 80 p.
- DESHAIES, M. (2015a) – « Énergies renouvelables et territoires : les défis de la transition énergétique en Allemagne », numéro thématique de la *Revue géographique de l'Est* vol. 55 n°1-2 [en ligne] : <https://rge.revues.org/5381>, consulté le 22 septembre 2015.
- DESHAIES, M. (2015b) – « Ambiguïtés et limites de la transition énergétique en Allemagne », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14 n°3 [En ligne] : <http://vertigo.revues.org/15515>, consulté le 22 septembre 2015.
- DISSMANN, C. (2011) – *Die Gestaltung der Leere : zum Umgang mit einer neuen städtischen Wirklichkeit*, Bielefeld, Transcript, 248 p.
- DUFAUX, F. (1996) – *Recomposition territoriale et restructuration du système urbain de l'Est de l'Allemagne*, Thèse de doctorat, Paris : Université Paris 1, 522 p.
- ERHARDT, L. (1957) – *Wohlstand für Alle*, Düsseldorf : Econ-Verlag, 432 p.
- FAAS, T. (2010) – *Arbeitslosigkeit und Wählerverhalten : direkte und indirekte Wirkungen auf Wahlbeteiligung und Parteipräferenzen in Ost- und Westdeutschland*, Baden-Baden, Nomos, 510 p.
- FLORENTIN, D., FOL, S. & ROTH, H. (2009) – « La "Stadtschrumpfung" ou "rétrécissement urbain" en Allemagne : un champ de recherche émergent », *Cybergeo, Espace, Société, Territoire*, document 445 [en ligne] : <http://cybergeo.revues.org/22123>, consulté le 11 septembre 2015.

-
- GASPERIN (de), A. (2009), « Les villes des nouveaux Länder : La requalification dans le difficile contexte du déclin », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 9 n°2, [en ligne] : <http://vertigo.revues.org/8716>, consulté le 07 mars 2016.
 - GENTON, F. (2010) – « Penser les transitions démocratiques en Allemagne après 1945 », *ILCEA* n°13/2010, [en ligne] : <http://ilcea.revues.org/876>, consulté le 11 septembre 2015.
 - GERBAUD, F. (1997) – *La restructuration de l'agriculture est-allemande et son intégration à la politique agricole commune*, thèse de doctorat, Paris, Université Paris 1, 354 p.
 - GOUGEON, J.-P. (2006) – *Allemagne : une puissance en mutation*, Paris, Gallimard, 528 p.
 - GRÉSILLON, B (2002) – *Berlin, métropole culturelle*, Paris, Belin, 352 p.
 - GROSS, T. (2014) – *Mehr als jedes vierte Kind im Ruhrgebiet ist arm. Abkoppelung vom Trend sinkender Armut in Deutschland?*, communiqué de presse n°55, Bochum, Ruhr Universität, [en ligne] : http://aktuell.ruhr-uni-bochum.de/mam/content/armut_in_deutschland11032014tg.pdf, consulté le 22 septembre 2015.
 - HANNEMANN, C. (2004) – *Marginalisierte Städte : Probleme, Differenzierungen und Chancen ostdeutscher Kleinstädte im Schrumpfungsprozess*, Berlin, Berliner Wissenschafts-Verlag, 381 p.
 - HART, A. (2006) – *Frauen im Osten - wohnen nach der Wende : eine empirische Untersuchung der Wohnweise ostdeutscher Frauen in der ersten Transformationsphase*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 280 p.
 - HILLEBRAND, M. (2014) – *Ostdeutsche Selbstwahrnehmungen und Identitätskonstruktionen im Generationenvergleich*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 277 p.
 - IRREK, M. (2015) – *Ökonomisches Wachstum in Ostdeutschland seit der Wiedervereinigung : eine empirische Perspektive*, thèse de doctorat en économie, Halle : Faculté de droit et d'économie, 153 p.
 - JÖRS, I. (2006) – *Postsozialistische Parteien : polnische SLD und ostdeutsche PDS im Vergleich*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 308 p.
 - KELLER, C. (2004) – *Leben im Plattenbau : zur Dynamik sozialer Ausgrenzung*, Frankfurt/Main, Campus-Verlag, 224 p.
 - KRÖHNERT, S. (2009) – *Sag mir, wo die Frauen sind ... : Ausprägung und Ursachen geschlechtsspezifischer Abwanderung aus den neuen Bundesländern*, Aachen, Shaker, 222 p.
 - KULLAS, M. (2011) – *Der Konvergenzprozess zwischen Ost- und West deutschland. Hemmnisse und politische Handlungsmöglichkeiten*, Hambourg : éd. Kovács, coll. « Wirtschafts politik in Forschung und Praxis » n°53, 252 p.
 - LACQUEMENT, G. (1996) – *La décollectivisation dans les nouveaux Länder allemands : acteurs et territoires face au changement de modèle agricole*, Paris, L'Harmattan, 256 p.
 - LACQUEMENT, G. (2011) – « Allemagne, Géographie humaine, économique et régionale », *Encyclopedia Universalis*, Paris, Encyclopedia Universalis.

- LAPORTE, A. (2014) – « Allemagne, 25 ans après la chute du mur de Berlin : que reste-t-il de la ligne Est-Ouest ? », *Géococonfluences* [en ligne] : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/allemanne-25-ans-apres-la-chute-du-mur-de-berlin-que-reste-t-il-de-la-ligne-est-ouest>, consulté le 11 septembre 2015.
- LESSKE, L. (2013) – *Weibliche Wende-Biografien : Lebenslauforientierungen von Frauen der dritten DDR-Generation*, Marburg, Tectum-Verlag, 276 p.
- MAI, R. (2004) – *Abwanderung aus Ostdeutschland : Strukturen und Milieus der Altersselektivität und ihre regionalpolitische Bedeutung*, Frankfurt am Main, Peter Lang coll. « Europäische Hochschulschriften », « Soziologie », 258 p.
- MÖLLER, A. (2006) – *Siedlungsrückbau in den neuen Ländern nach Stadtumbau- und Sanierungsrecht*, Berlin, Duncker und Humblot, 297 p.
- OBERBECKMANN, M. (2004) – *Wirtschaftsentwicklung in peripheren Räumen - am Beispiel der neuen Bundesländer*, Aix-la-Chapelle, Faculté de philosophie, 167 p.
- OEPKE, M. (2005) – *Rechtsextremismus unter ost- und westdeutschen Jugendlichen : Einflüsse von gesellschaftlichem Wandel, Familie, Freunden und Schule*, Opladen, Leske & Budrich, 535 p.
- Paritätischen Wohlfahrtsverbandes, 2014, *Armutsbericht 2014*, Berlin, [en ligne] : http://www.armut-gesundheit.de/fileadmin/redakteur/dokumente/armutsbericht-2014_web_SPERRFRIST.pdf, consulté le 22 septembre 2015.
- PFEIL, A. (2014) – *Leerstand nutzen : Perspektivenwechsel im Umgang mit dem strukturellen Wohnungsleerstand in ostdeutschen Gründerzeitgebieten*, Berlin, Rhombus, 392 p.
- RIQUET, P. (1996) – « L'Allemagne, société en nom collectif », in J.-P. Marchand & P. Riquet, *Europe du nord, Europe médiane*, Belin/Reclus coll. « Géographie universelle », Montpellier / Paris.
- RÖBLER, S. (2010) – *Freiräume in schrumpfenden Städten : Chancen und Grenzen der Freiraumplanung im Stadtumbau*, Berlin, Rhombos-Verlag, 474 p.
- ROTH, H. (2011) – « Les "villes rétrécissantes" en Allemagne », *Géocarrefour*, vol. 86, n°2, pp. 75-80 [en ligne] : URL : <http://geocarrefour.revues.org/8294>, consulté le 11 septembre 2015.
- ROTH, H. (2006) – *Espaces intermédiaires en recomposition. Les campagnes industrielles allemandes en région de frontières*, Thèse de doctorat, Lyon : École Normale Supérieure, 187 p.
- SCHULTZ, A. (2009) – *Brain drain aus Ostdeutschland? : Ausmaß, Bestimmungsgründe und Folgen selektiver Abwanderung*, Leipzig, Deutsche Akademie für Landeskunde, coll. « Forschungen zur deutschen Landeskunde » n° 258, 189 p.
- SIEPE, D. (2015) – *Die ökonomische Bedeutung des Pendelns zwischen Ost- und Westdeutschland - eine empirische Analyse auf individueller und regionaler Ebene aus der Perspektive Ostdeutschlands*, Thèse de doctorat, Ulm, Universität Ulm, Faculté de mathématiques et des sciences économiques, 295 p.
- SIEVERS, K. (2015) – *Lost in Transformation? : raumbezogene Bindungen im Wandel städtebaulicher Erneuerungsmaßnahmen*, Wiesbaden, Springer VS, 229 p.
- SONNTAG, A. (2014) – *Die Transformation Ostdeutschlands unter den Gesichtspunkten der Evolutorischen Wirtschaftsgeschichte. Institutioneller, organisatorischer und sektoraler Wandel nach 1989*, Aix-la-Chapelle, Shaker Verlag, 300 p.

- UHDE, N. (2007) – *Ist Ostdeutschland Ein Milliardengrab? Analyse der innerdeutschen und europäischen Fördergeldtransfers für die öffentlichen Haushalte bis zum Jahr 2019*, Hambourg, Diplomica Verlag, 136 p.
- WESTPHAL, C. (2008) – *Dichte und Schrumpfung : Kriterien zur Bestimmung angemessener Dichten in Wohnquartieren schrumpfender Städte aus Sicht der stadttechnischen Infrastruktur*, Dresde, Leibniz-Institut für Ökologische Raumentwicklung, 333 p.
- WOLFF, S. (2010) – *Ost-West-Wanderung im wiedervereinten Deutschland : Erfahrungen und Perspektiven*, Göttingen, éd. Optimus, 389 p.